

Brochure n° 3179

Convention collective nationale

**IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE
ET DES COMMERCES EN GROS DES VIANDES**

**ACCORD DE MÉTHODE DU 16 SEPTEMBRE 2015
RELATIF À LA RÉVISION DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : ASET1550993M

IDCC : 1534

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche de l'industrie et des commerces en gros des viandes ont fait le constat de la nécessité de mettre à jour les dispositions de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes du 20 février 1969 étendue par arrêté du 31 décembre 1971 et ayant fait l'objet d'une première remise à jour par accord en date du 9 novembre 1988 et étendue à nouveau par arrêté du 10 août 1989.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail paritaire restreint, mandaté par la commission paritaire nationale de la négociation collective (CPNNC), a été mis en place pour formuler des propositions d'évolution des dispositions conventionnelles.

Les objectifs poursuivis ont été de :

- mettre en conformité les dispositions conventionnelles au regard de la législation en vigueur ;
- sécuriser juridiquement les entreprises de la branche et leurs salariés.

Le groupe de travail, qui s'est clôturé le 14 avril 2015, a remis ses conclusions aux membres de la CPNNC. Ces éléments ont fait l'objet d'un premier tour de table lors de la réunion paritaire du 20 mai 2015.

Les partenaires sociaux de la branche souhaitent à présent ouvrir officiellement la négociation sur la révision de la convention collective par la conclusion du présent accord.

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet, d'une part, d'acter l'engagement commun des partenaires sociaux pour engager une révision de la convention collective des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes et, d'autre part, de définir une méthodologie précisant, conformément à l'article 3 de la convention collective citée en référence :

- les points dont la révision est demandée ;
- les propositions formulées en remplacement ;

- la cadence des réunions ;
- la date limite d’aboutissement.

Article 2

Points dont la révision est demandée

Les partenaires sociaux de la branche conviennent que la révision porte sur l’intégralité de la convention collective, ce qui inclut les annexes, avenants et accords conclus dans son champ d’application.

Au cours de cette négociation, il pourra toutefois être décidé de conserver en l’état certaines dispositions, accords ou avenants.

Article 3

Propositions formulées en remplacement

Les propositions formulées en remplacement sont formalisées dans le document de travail global élaboré par le groupe de travail restreint qui a été communiqué aux membres de la commission paritaire de la négociation collective.

Ce document a fait l’objet d’un premier tour de table lors de la commission paritaire du 20 mai 2015, chaque organisation ayant à cette occasion exprimé ses positions sur les principaux thèmes identifiés.

Article 4

Cadence des réunions et date limite d’aboutissement

Le calendrier fixé pour la révision de la convention collective telle que prévue dans le présent accord est le suivant :

- CPNNC, 16 septembre 2015 ;
- CPNNC, 9 octobre 2015.

Il est convenu que d’autres réunions puissent, si nécessaire, être organisées avant la date limite d’aboutissement définie ci-dessous.

La date limite d’aboutissement de cette négociation est fixée au 16 mars 2016.

Article 5

Dispositions finales

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 6 mois. Il entrera en vigueur à compter de sa date de signature.

Il expirera automatiquement et sans formalisme particulier à l’issue de cette période. Toutefois, si les partenaires sociaux estiment nécessaire de prolonger la négociation, ils en décideront par voie d’avenant au présent accord.

Dès lors qu’il n’aura pas fait l’objet d’une opposition régulièrement exercée par une ou plusieurs organisations syndicales de salariés reconnues représentatives dans la convention collective nationale des entreprises de l’industrie et des commerces en gros des viandes, dans les conditions législatives et réglementaires en vigueur, le présent accord fera l’objet d’un dépôt auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, de l’emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, en application des dispositions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 16 septembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNICGV ;

CNTF ;

FNEAP ;

SYNAFAVIA ;

SNIV SNCP.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT.